

Jacques Delors, l'homme des firmes

(article publié dans Fakir N°40, mars 2009)

Les « lobbies », on croirait qu'ils se cachent sous les tapis. Pour mesurer leur influence, il suffit pourtant d'écouter Jacques Delors, l'ancien président (socialiste) de la Commission. Très fier d'avoir bâti l'Europe main dans la main avec les patrons...

1

Janvier 2010

« Les dirigeants de l'ERT ont été à l'avant garde du soutien de mon idée. » C'est Jacques Delors qui l'explique tranquillement. Pour bâtir l'Europe, voilà avec qui le président de la Commission s'est allié : avec l'ERT, la European Round Table, qui rassemble 45 « capitaines d'industrie », les PDG de Total, Nestlé, Renault, Siemens, etc.

Le même poursuit ses confidences : « Donc ce que j'ai fait en 84 c'est de rechercher un consensus par défaut avec les gouvernements qui refusaient tout sauf cette idée d'un grand marché et d'obtenir un consensus par enthousiasme des industriels. » Et c'est ainsi que ce socialiste a « relancé l'Europe » : non en s'appuyant sur les « syndicats européens », ou les « peuples européens » (qu'il ne cite jamais), mais sur l'ERT. Le principal lobby patronal...



En janvier 1985, le président de l'ERT (et de Philips), Wisse Dekker, avait publié « Europe 1990 : un agenda pour l'action », un document où il proposait de faire tomber les barrières commerciales et les frontières fiscales. En janvier 1985, justement, Jacques Delors prend ses fonctions à Bruxelles et devant le Parlement européen, il fait part de « [s]on idée » : faire tomber les barrières commerciales et les frontières fiscales. Heureusement, le PDG n'avait pas déposé de copyright...

Avancer à 140 à l'heure...

Les « lobbies », avec un nom pareil, on croirait qu'ils se cachent sous les tapis, qu'ils chuchotent derrière des portes closes, qu'ils versent du liquide sur des comptes aux Bahamas. Sans doute. Sans doute qu'ils intriguent dans l'arrière-boutique. Mais leur influence, on peut la découvrir rien qu'en allumant son poste de télé. Rien qu'en écoutant leurs perroquets médiatiques et politiques.

« L'Europe, ça ne va pas assez vite », énonce Jean-Marie Cavada, dans sa Marche du Siècle, en septembre 1991. « Ce sentiment de lenteur, partagé par beaucoup de gens, 45 grands industriels européens, représentant trois millions d'employés, s'en irritent et tirent la sonnette d'alarme. Ils demandent plus d'Europe ». En toute objectivité, le présentateur – désormais passé au Modem, puis à l'UMP – l'expose : « Cette émission a été déclenchée par le travail de 45 industriels européens, dont voici les trois représentants. Ça s'appelle la Table Ronde Européenne. Il s'agit d'abord de Monsieur Jérôme Monod (président de la Lyonnaise des eaux), Pehr Gyllenhammar (président de Volvo, associé comme vous le savez à Renault, associé comme vous le savez à Mitsubishi), et Umberto Agnelli (président de l'énorme groupe Fiat). » Est également convié un banquier : « Bernard Ezambert, président de la financière Rotschild ». Voilà un plateau équilibré...

C'est qu'à l'automne 1991, l'Europe se trouve, à nouveau, à un moment clé de son histoire : le continent est débarrassé du communisme. Les objectifs fixés par l'Acte Unique de 1986 sont désormais achevés. Et en décembre, doit se tenir un sommet des chefs d'Etat, à Maastricht. A cette occasion, les patrons comptent bien marquer des points, définitifs. Avancer leurs pions à grandes enjambées. Jérôme Monod énonce clairement le programme : se charger de « l'éducation, la formation – qui est aussi notre rôle »... construire de « grandes infrastructures qui traversent l'Europe »... établir « la monnaie unique ». Sur tout ça, « il faut aller vite : on ne peut pas aller se balader avec douze monnaies dans ses poches alors que les américains ont le dollar et que les japonais ont le yen. »

Dans cette Marche du Siècle, en direct de Bruxelles, Jacques Delors approuve toutes les injonctions du Capital : « Lorsque j'ai lancé en 1984-1985, le projet de grand marché, la Table Ronde des Industriels a soutenu ce projet. Et aujourd'hui, j'ai lu le rapport, les industriels invitent les gouvernements à aller plus vite encore, et ce n'est pas moi qui leur dirait le contraire : nous avons bien besoin de cette poussée salutaire, sinon nous aurions tendance à ne pas aller au rythme où les événements vont. Cet avertissement est salutaire. Maintenant il faut aller à 140 à l'heure... Il faut que les gouvernements se décident : pour ça, ils n'ont plus que trois mois. »

Trois mois plus tard, le contrat sera rempli. Depuis, de Maastricht à Amsterdam, de la stratégie de Lisbonne au Traité constitutionnel, l'Europe a bien roulé à « 140 à l'heure ». Et dans les directions fixées par le patronat...

Un ver dans la gauche

Pour bâtir, dans le consensus, l'Europe libérale, Jacques Delors était l'homme rêvé.

De « socialiste », il portait le nom.

Pas plus, mais assez. Assez pour que la gauche, de France et d'ailleurs, s'illusionne sur un habillage « social » du projet. Elle aurait pu se méfier du bonhomme, pourtant : car c'est son pire ennemi qu'elle envoyait trôner à Bruxelles. Son ennemi de l'intérieur. Qui venait de tuer l'espérance à Paris...

Un reportage d'Antenne 2 résume son parcours. Il est tourné en janvier 1985, au moment de son transfert en Belgique. Voix off : « C'est dans ce bureau du palais du Louvre que, durant 37 mois, Jacques Delors a dirigé l'économie et les finances de la

France. C'est ici qu'il a pris la décision, en accord avec le Premier ministre Pierre Mauroy, de changer de politique économique en 1982 et de renforcer la rigueur en 1983 mettant ainsi fin à la période de relance qui avait déséquilibré l'économie. Jacques Delors qui, en mai 1981, refusait que la France sorte du Système Monétaire Européen a toujours manifesté une grande foi européenne. »

De fait, « durant 37 mois », cet ancien conseiller de Jacques Chaban-Delmas, entré sur le tard au Parti Socialiste, a appuyé sur le frein de la « rigueur ». Il a gelé le SMIC, lutté avant tout contre l'inflation, refusé toute « rupture », miné l'expérience en serrant les cordons de la bourse :

« A première vue, remarque un journaliste, on a l'impression que ce sont les entreprises qui s'en sortent le moins mal, car vous avez évité d'alourdir leurs charges.

- Pour une raison simple. (...) Nous voulons qu'elles puissent investir et créer des emplois. »

La « compétition » d'abord

Vingt-cinq ans plus tard, le refrain perdure. Il paraît même courant.

Mais à l'époque, c'est nouveau, à gauche. Les syndicats, le Parti communiste, et de larges fractions du Parti socialiste, dénoncent la « politique Delors ». En comité du PS, Jean-Pierre Chevènement attaque : « Votre plan est directement responsable de l'affaiblissement électoral de la gauche.

- Je suis chargé de l'économie, et pas des élections », réplique Jacques Delors.

Lionel Jospin en bondit.

« Il faut que la répartition de l'effort soit plus équitable, réclame Jean Poperen. Au moment où les marges des entreprises sont maintenant beaucoup plus à l'aise...

- La politique que vous prônez est infaisable, assène Delors, et incompatible avec la politique étrangère du Président. » « La politique étrangère du Président », c'est l'Europe. Même libérale.

Qui est préférée au socialisme. Même modéré.

Deux semaines après cette réunion houleuse, un remaniement ministériel intervient. En bisbille avec son camp, Delors n'officiera pas à l'hôtel Matignon – qui revient à Fabius : il faut des hommes neufs pour mener la même politique. Lui est néanmoins promu, mais à Bruxelles – à la « politique étrangère », donc, où il a déjà fait ses preuves :

« Quelles seront vos priorités ? l'interroge le reporter d'Antenne 2.

- Etre aussi compétitif que les Etats-Unis ou l'ensemble asiatique. Ce sera ça mon objectif. Et à partir de là, si nous avons la force, nous aurons la crédibilité et nous retrouverons les voies du progrès social. »

Quelques années plus tôt, pas encore à l'Élysée, François Mitterrand s'engageait : « Nous voulons en faire l'Europe des travailleurs, contre l'Europe marchande, l'Europe des profits, l'Europe des grandes affaires ». Mais d'emblée, avec son émissaire, le « progrès social » est renvoyé bien après la « compétitivité ». Voilà qui fonde l'« engagement européen » d'un Jacques Delors.

Sans interdire, à l'occasion, une pincée de mélancolie - ou d'hypocrisie : « Malheureusement, sur la Charte sociale, les dispositions du traité [de Maastricht] ne permettaient pas de l'intégrer. Je suis un peu déçu. Mais enfin, je continue à travailler. »

Nous voilà rassurés...

L'héritage Delors

Au cimetière du Père Lachaise, fin 2003, Jacques Delors prononçait l'oraison funèbre de son collaborateur Yves Chaigneau : « En 1983, il a bien fallu faire le ménage ! » s'exclama-t-il, vindicatif. Il a bien fallu liquider toute cette gauche qui avait espéré : lui s'en est chargé sans trop de peine.

C'est du passé, en 2009 ?

Jacques Delors joue au scrabble en maison de retraite ?

Sauf que son héritage perdure, et pour plusieurs décennies.

L'héritage, d'abord, d'une Europe qui fonce à « 140 à l'heure » sur des rails libéraux.

L'héritage, ensuite, d'un Parti socialiste « qui agit dans l'Union européenne qu'il a non seulement voulue, mais en partie conçue et fondée » - comme le revendique sa dernière déclaration de principe. L'héritage, enfin, quant à la politique économique, d'une « rigueur » pour les travailleurs, malgré les « marges » réalisées par les entreprises.

Ce triple héritage est si peu conspué que c'est sa fille, Martine Aubry, qui a repris les rênes du Parti Socialiste. Et elle ne rompt pas avec le legs paternel : « C'est du populisme, pestait-elle en 2005, c'est ce qui a mené l'Italie d'autrefois à ce que l'on sait » - assimilant les « nonistes » aux fascistes. Et au nom du PS, contre le vote du peuple, elle soutient mordicus le traité de Lisbonne. Assorti, bien sûr, comme papa, d'un couplet sur « l'Europe sociale »...

François Ruffin